

Unité départementale des Yvelines  
35 rue de Noailles  
Bâtiment B1  
78000 Versailles

Versailles, le 29/01/2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **UCAYC Terminal Céréaliier**

Route des Prés de la Mer  
78520 LIMAY

Code AIOT : 0006508367

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2024 dans l'établissement UCAYC Terminal Céréaliier implanté Route des Prés de la Mer À Limay (78520). L'inspection a été annoncée le 28/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- UCAYC Terminal Céréaliier
- Route des Prés de la Mer À Limay (78520)
- Code AIOT : 0006508367
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les installations UCAYC sont implantées sur le port de Limay-Porcheville, situé dans la boucle Nord de la Seine, sur parcelle d'environ 18 650 m<sup>2</sup>. La propriété est limitée :

- au nord par la route des Prés de la Mer,
- à l'est par des entrepôts du port autonome,
- au sud et au sud-ouest par la Seine, l'île de Limay et au-delà, la rive gauche et Mantes-la-Ville,
- au nord-ouest par des installations industrielles

L'activité a démarré en juillet 2002 pour la première campagne de stockage et séchage de céréales telles que maïs, blés, orge, pois.

Le terminal comprend :

- deux silos de stockage de 83 260 m<sup>3</sup>,
- 1 boisseau calibrage tour de 40 m<sup>3</sup>,
- 2 boisseaux de chargement pour camion de 160 m<sup>3</sup> (2 × 80 m<sup>3</sup>),
- 1 boisseau pour wagon de 76 m<sup>3</sup>,
- une tour de manutention et de nettoyage,
- un hall de réception et de chargement routier,
- un poste de chargement fluvial,
- un séchoir à céréales.

Les silos de stockage sont des silos métalliques de type palplanche comprenant 26 cellules de stockage, carrées, à fond plat et ouvertes en partie haute, et l'ensemble des silos est coiffé d'une charpente métallique couverte par du fibrociment.

#### **Thèmes de l'inspection :**

- ATEX
- Risque incendie
- Risque surpression/projection

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
2	Stockage de produits phytosanitaires et rétention	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3.I.7.1.1.	Demande d'action corrective	3 mois
3	Incidents et accidents	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
4	Exercices POI	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69	Demande d'action corrective	3 mois
5	Vérification périodique - installations électriques	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
			Mise en demeure, respect de prescription	1 mois
6	Risque foudre	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
			Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
7	Risque ATEX	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
8	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, articles 3.V.7.1.2 et 3.V.7.1.3	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
9	Entretien des installations	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, articles 3.V.1.1. et 3.V.2.2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
10	Bassin de confinement des eaux incendie	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
11	Gestion de l'empoussièrément	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13	Demande d'action corrective	3 mois
12	Systèmes de dépoussiérage	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 et 15	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Situation administrative	Code de l'environnement, article L. 181-14	Sans objet
13	Émissions atmosphériques de poussières	Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3.II.3.2	
14	Essais par sondage des systèmes de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle du 03/12/2024 a porté principalement sur les dispositions en place en matière de prévention du risque d'explosion de poussières dans les silos, et d'autres thématiques ont pu être contrôlées par sondage lors de la visite des installations. Il convient de noter que le séchoir à céréales est exclu du champ du contrôle du 03/12/2024 et n'a pas été vu par l'inspection.

Si l'inspection identifie plusieurs bonnes pratiques en place au sein des installations (site globalement bien nettoyé, suivi des maintenances formalisé), elle formule également plusieurs constats d'écarts auxquels l'exploitant doit répondre par la réalisation d'actions correctives ou la production de justificatifs.

Les écarts principaux constatés par l'inspection concernent l'indisponibilité au cours du contrôle de plusieurs justificatifs relatifs à la maintenance des installations, les procédures en matière de nettoyage et la protection contre les risques liés à l'électricité statique et à la foudre.

Par ailleurs, l'examen a posteriori des éléments présentés à l'inspection amène celle-ci à émettre plusieurs demandes complémentaires de justificatifs.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement, article L. 181-14			
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative			
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  <u>Article L. 181-14 du code de l'environnement</u>  Toute modification substantielle des activités, installations, ouvrages ou travaux qui relèvent de l'autorisation environnementale est soumise à la délivrance d'une nouvelle autorisation, qu'elle intervienne avant la réalisation du projet ou lors de sa mise en œuvre ou de son exploitation.  En dehors des modifications substantielles, toute modification notable intervenant dans les mêmes circonstances est portée à la connaissance de l'autorité administrative compétente pour délivrer l'autorisation environnementale dans les conditions définies par le décret prévu à l'article L. 181-32.  [...]</p> <p><u>Article 1.2.2 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u></p>			
Désignation de la rubrique	Rubrique	Capacité maximale	Régime
<p>Silos et installations de stockage en vrac de céréales, grains, produits alimentaires ou tout produit organique dégageant des poussières inflammables, y compris les stockages sous tente ou structure gonflable :</p> <p>2. Autres installations : a) si le volume total de stockage est supérieur) 15 000 m<sup>3</sup></p>	2160-2-a	<p>10 cellules verticales de 1370 m<sup>3</sup>  10 cellules verticales de 4300 m<sup>3</sup>  6 cellules verticales de 4400 m<sup>3</sup>  1 boisseau « calibrage » de 40 m<sup>3</sup>  1 boisseau « conteneur » de 95 m<sup>3</sup>  2 boisseaux « camion » de 160 m<sup>3</sup>  1 boisseau « wagon » de 76 m<sup>3</sup>  Soit un total de 83631 m<sup>3</sup></p>	A
<p>Combustion à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770 et 2771.</p> <p>A. Lorsque l'installation consomme exclusivement, seuls ou en mélange, du gaz naturel, des gaz de pétrole liquéfiés, du fioul domestique, du charbon, des fiouls lourds ou de la biomasse, à l'exclusion des installations visées par d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes, si la puissance thermique maximale de l'installation est :</p> <p>2. supérieure à 2 MW, mais inférieure à 20 MW</p>	2910-A-2	15,5 MW (Séchoir)	DC
<p>Broyage, concassage, criblage, déchiquetage, ensachage, pulvérisation, trituration, granulation, nettoyage, tamisage, blutage, mélange, épluchage et décortication des substances végétales et de tous produits organiques naturels, y compris la fabrication d'aliments composés pour animaux, mais à l'exclusion des activités visées par les rubriques</p>	2260	58.6 kW	NC

2220, 2221, 2225 et 2226.			
---------------------------	--	--	--

La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant inférieure à 100 kW.

Les produits stockés sur le site sont des céréales et oléo-protéagineux. Tout changement de produit ou de mode de stockage devra être signalé et l'exploitant devra justifier que ces modifications sont compatibles avec les mesures de prévention et de protection existantes. Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature, par leur proximité ou leur connexité avec une installation classée soumise à autorisation, à modifier les dangers ou les inconvénients de cette installation.

**Constats :**

En réponse aux questions de l'inspection lors du contrôle du 03/12/2024, l'exploitant indique que :

- les installations sont toujours conformes au plan annexé à l'arrêté préfectoral du 29 janvier 2002 modifié par l'article 11 de l'arrêté préfectoral du 26/12/2013 ;
- aucune modification des installations n'est prévue ;
- le chargement des produits dans le silo se fait par camions, le déchargement par péniches ; le chargement par péniches n'est pas possible compte tenu de la configuration des installations. Toutefois, un déchargement ponctuel par camions est possible.
- la voie ferrée n'est pas utilisée ;
- les produits sont traités, avant chargement dans les cellules, par nébulisation de produits insecticides ; au plus 6 fûts de 200 L de ces produits sont stockés sur site, ce qui n'est pas susceptible de mener à un classement dans la nomenclature ICPE (voir fiche de constat n° 2) ;
- compte tenu de la configuration du silo, il n'est pas matériellement possible de traiter les produits en cellule par injection de phosphine ;
- il n'est pas prévu à ce stade pour l'exploitant d'installer un groupe froid sur le silo.

L'inspection consulte l'état des matières stockées dans chaque cellule ou boisseau, et constate que :

- toutes les cellules sont utilisées ;
- le volume maximal fixé par l'arrêté préfectoral susmentionné est respecté pour l'ensemble des cellules et boisseaux ;
- en fonction du poids spécifiques des produits stockés, les tonnages limite pouvant être stockés par cellule sont recalculés par l'exploitant.

L'exploitant précise par ailleurs que toutes les cellules sont équipées de poires de niveaux afin de prévenir un débordement.

**Conclusions :**

Sans observations

**Type de suites proposées :** Sans suite

## N° 2 : Stockage de produits phytosanitaires et rétention

<p><b>Références réglementaires :</b> Code de l'environnement, articles L. 511-2 et R. 511-9 Arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié, article 3.I.7.1.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Stockage de produits phytosanitaires et rétention</p>
<p><b>Prescriptions contrôlées :</b> <u>Article L. 511-2 du code de l'environnement</u> Les installations visées à l'article L. 511-1 sont définies dans la nomenclature des installations classées établie par décret en Conseil d'Etat, pris sur le rapport du ministre chargé des installations classées, après avis du Conseil supérieur de la prévention des risques technologiques. Ce décret soumet les installations à autorisation, à enregistrement ou à déclaration suivant la gravité des dangers ou des inconvénients que peut présenter leur exploitation.</p> <p><u>Article R511-9 du code de l'environnement</u> La colonne " A " de l'annexe au présent article constitue la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement. [...] Rubrique 4510 Dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie aiguë 1 ou chronique 1 La quantité totale susceptible d'être présente dans l'installation étant : 1. Supérieure ou égale à 100 t (A-1) 2. Supérieure ou égale à 20 t mais inférieure à 100 t (DC)</p> <p><u>Article 3.I.7.1.1. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir, - 50% de la capacité des réservoirs associés. [...] Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : - dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts, - dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts, - dans tous les cas, 800 L minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 L. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation est maintenu fermé en permanence.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection constate au cours de la visite des installations lors du contrôle du 03/12/2024 que l'exploitant détient 4 fûts du produit PIRIGRAIN (voir photos ci-dessous), dont l'étiquette comporte la mention de danger H410, ce qui correspondrait à la rubrique 4510 de la nomenclature ICPE. Toutefois, l'exploitant indique stocker au plus 6 fûts de 200 L de ce produit, ce qui est inférieur au seuil de classement de cette rubrique.</p>



Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique que la capacité de rétention sous deux fûts de 200 L est de 200 L. Après examen *a posteriori* des prescriptions de l'article 3.I.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002, l'inspection remarque que ce volume est insuffisant. En effet, s'agissant de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, et la capacité totale étant inférieure à 800 L, le volume de la capacité de rétention doit être égal à la capacité totale stockée, soit 400 L pour deux fûts ou 800 L pour quatre fûts.

#### Conclusions :

L'exploitant doit mettre en place des moyens permettant d'assurer une capacité de rétention suffisante associée aux stockages de produits liquides susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols, conformément à l'article 3.I.7.1.1 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



### N° 3 : Incidents et accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Incidents et accidents
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant d'un silo est tenu de déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents (incendies, explosions...) survenus du fait du fonctionnement de cette installation, qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.  Tout événement susceptible de constituer un précurseur d'explosion, d'incendie doit notamment être signalé dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.  L'exploitant réalise annuellement une analyse des causes possibles de ces événements afin de prévenir l'apparition de tels accidents. Cette analyse est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique au cours du contrôle du 03/12/2024 qu'un point est fait annuellement sur les incidents ou accidents survenus sur les silos de la coopérative, et qu'un registre de ces événements est tenu.  L'inspection consulte ce registre lors du contrôle et émet les constats suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- Globalement, sur l'ensemble de la coopérative, peu d'incidents ou accidents sont enregistrés (un par an en moyenne, à l'exception de l'année 2024 où 3 événements sont répertoriés) ;</li><li>- Le dernier incident survenu sur les installations de Limay a eu lieu le 28/10/2020, il s'agissait d'un départ de feu au niveau du séchoir (à la suite d'une défaillance du moteur de la ventilation). Sauf erreur de la part de l'inspection, cet incident ne lui a pas été déclaré.</li><li>- L'exploitant analyse les causes de chacun des événements enregistrés ;</li><li>- Toutefois, seuls des événements de nature accidentelles sont répertoriés.</li></ul> Sur ce dernier point, l'inspection précise dans le présent rapport et <i>a posteriori</i> , qu'il conviendrait que l'exploitant s'assure que le registre tenu comprenne également des événements précurseurs d'incendie et d'explosion : <ul style="list-style-type: none"><li>- défaillance d'une mesure de sécurité en prévention ou en protection ;</li><li>- survenue d'une séquence accidentelle non définie dans l'étude de dangers qui aurait pu conduire à un phénomène dangereux ;</li><li>- dérives détectées sur le site en matière de gestion de la sécurité, organisation comprise.</li></ul> Des exemples de tels événements précurseurs sont décrits dans le guide d'application de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié (v 3) <a href="https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/silos-Guide.pdf">https://aida.ineris.fr/sites/aida/files/guides/silos-Guide.pdf</a> .
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit : <ul style="list-style-type: none"><li>- s'assurer que des dispositions organisationnelles sont mises en place pour déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les incidents survenant sur son installation ;</li><li>- mener une réflexion sur l'identification, l'enregistrement et l'analyse d'événements précurseurs d'incendie et d'explosion, et transmettre les résultats de cette réflexion à l'inspection.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 4 : Exercices POI

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 69
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Exercices POI
<b>Prescription contrôlée :</b> [...]Le plan d'opération interne est testé à des intervalles n'excédant pas trois ans [...]
<b>Constats :</b> Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique lors du contrôle du 03/12/2024 que des exercices de situations accidentelles sont organisés ponctuellement, sans suivi formalisé et sans lien avec les services d'incendie et de secours. L'inspection relève toutefois <i>a posteriori</i> que l'exploitant, conformément à l'article R. 181-54 du code de l'environnement, dispose d'un plan d'opération interne, et qu'il doit donc tester ce plan au plus tous les trois ans. L'exploitant présente le plan d'établissement répertorié (plan ER) du site de Limay : celui-ci n'appelle pas de commentaires de la part de l'inspection.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit mettre en œuvre les dispositions organisationnelles permettant de tester son plan d'opération interne au plus tous les trois ans, en transmettre une description à l'inspection, et tenir à sa disposition les CR de ces exercices.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

#### N° 5 : Vérification périodique - installations électriques

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Installations électriques
<b>Prescriptions contrôlées :</b> <u>Article 9 de l'arrêté ministériel du 29/09/2004 modifié</u> [...] L'exploitant doit tenir à la disposition de l'inspection des installations classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ;</li><li>- l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté.</li></ul> Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. [...]
<u>Article 3.V.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> [...] Tous les équipements, appareils, masses métalliques et parties conductrices (armatures béton armé, parties métalliques,...) sont mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles. Les prises de terre des équipements électriques, des masses métalliques et de l'installation extérieure de protection contre la foudre sont interconnectées et conformes aux réglementations en vigueur. Les vérifications périodiques de l'équipotentialité [...] sont effectuées selon les normes et les réglementations en vigueur.
<b>Constats :</b> Par courriel du 15/11/2024, l'exploitant présente les rapports relatifs à la dernière vérification

périodique de ses installations électriques (rapport de vérification périodique et certificat Q18), établis par APAVE et datés du 06/11/2023 :

- Le certificat Q18 transmis conclut que « l'installation ne peut pas entraîner des risques d'incendie ou d'explosion ». Toutefois, en page 3, ce document indique que le dysfonctionnement des dispositifs différentiels à courant résiduel n'a pas été vérifié.

- Le rapport de vérification périodique relève trois observations relatives à un besoin de révision ou de remplacement de blocs autonomes d'éclairage de sécurité (zone séchoir, bureau d'accueil au sous-sol, 4<sup>ème</sup> étage du silo).

Ce même rapport décrit également les limites d'intervention suivantes :

- « Pour des raisons d'exploitation et à la demande de Mr H les essais des dispositifs différentiels n'ont pas été effectués »

- « La continuité à la terre des appareils d'éclairage notés inaccessibles au chapitre 'Examen des circuits terminaux' (soit masses 'inac', soit 'inac h > 4m') n'a pu être vérifiée. »

L'inspection note que la vérification précédente des installations électriques avait été réalisée le 13/10/2022.

Par ailleurs, l'inspection relève que, concernant la vérification des mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds, si les mesures au niveau des prises de terre sont bien consignées dans le rapport APAVE daté du 06/11/2023, la vérification de la continuité du conducteur de protection ainsi que celle de l'interconnexion équipotentielle des masses métalliques n'y est pas mentionnée.

Le jour du contrôle, l'exploitant présente à l'inspection le rapport de vérification périodique et le certificat Q18 établis par APAVE et datés du 28/10/2024, qui ne font état d'aucun écart majeur en matière de risque électrique. Toutefois, l'inspection note que les mêmes limites d'intervention y sont mentionnées.

L'exploitant indique que certains écarts relevés dans le rapport du 28/10/2024, comme la défaillance de blocs d'éclairage autonomes de sécurité, ont été levés par la société PELATIS le 22/11/2024 (l'inspection consulte à cet effet un relevé signé par cette société), mais que des travaux sont prévus début janvier 2025 pour lever les écarts restants (dont le dysfonctionnement du témoin de défaut d'isolement affiché par le CPI).

L'exploitant présente également, lors du contrôle, un rapport de vérification par thermographie des armoires électriques (rapport GED daté du 06/08/2024), qui fait état d'un entretien correct de ces armoires.

L'inspection constate que le suivi des non-conformités et des actions correctives à réaliser est formalisé et qu'il est mis en œuvre par l'exploitant. Il n'est cependant pas complet compte-tenu des limites des vérifications consignées dans les rapports des 06/11/2023 et 28/10/2024

En réponse aux interrogations de l'inspection relatives à ces vérifications limitées, l'exploitant affirme, dans un courriel à l'inspection du 10/12/2024, que lors de la vérification des installations électriques certaines opérations nécessitent d'engager des coupures d'énergie qui n'ont pas pu être réalisées en raison d'une surcharge d'activité liée aux récoltes tardives.

L'exploitant indique dans ce même courriel que les opérations restantes de vérification seront prévues pendant la fermeture annuelle des installations début janvier 2025, et que les rapports qui en consigneront les résultats pourront être transmis à l'inspection.

De plus, l'inspection constate que les rapports APAVE présentés renvoient, dans les sections relatives aux caractéristiques principales des installations et à l'examen des prescriptions applicables, « soit au rapport de vérification initiale, soit au précédent rapport quadriennal de

vérification », et demande *a posteriori* à l'exploitant de lui transmettre ces rapports afin d'être en mesure d'évaluer l'exhaustivité des mesures dont la réalisation est annoncée par l'exploitant pour janvier 2025, selon le même courriel de l'exploitant.

L'inspection conclut, après l'examen de l'ensemble de ces éléments, qu'une partie des installations électriques et des mesures de protection contre les risques liés à l'électricité statique et aux courants vagabonds n'ont pas été vérifiées depuis au moins le 13/10/2022.

L'exploitant doit s'assurer que les essais prévus en janvier 2025 permettent de respecter complètement les prescriptions de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié et l'article 3.V.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié.

#### **Conclusions :**

##### Demande de justificatif à l'exploitant :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- un justificatif de réalisation des travaux permettant de lever les écarts non-soldés du rapport de vérification du 28/10/2024 (dysfonctionnement du voyant d'isolement du CPI notamment) ;
- le rapport de vérification initiale des installations électriques, et le précédent rapport quadriennal de vérification.

##### Proposition de mise en demeure :

L'inspection propose de mettre en demeure l'exploitant de respecter l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié, en lui transmettant les rapports obtenus à la suite des vérifications prévues en janvier 2025.

#### **Type de suites proposées : Avec suites**

<b>Proposition de suites :</b>	Demande de justificatif à l'exploitant	Proposition de mise en demeure
<b>Proposition de délais :</b>	3 mois	1 mois

#### **N° 6 : Risque foudre**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque foudre

#### **Prescription contrôlée :**

[...] Le silo est efficacement protégé contre les risques liés aux effets [...] de la foudre.

#### **Constats :**

L'exploitant indique à l'inspection au cours du contrôle du 03/12/2024 que l'analyse risque foudre (ARF) et l'étude technique foudre (ETF) associée ont été refaites à la suite de constats sur d'autres silos de la coopérative de difficultés relatives à la présence de paratonnerres. Ainsi, l'exploitant présente à l'inspection une ARF datée du 18/12/2023, et une ETF datée du 04/10/2024.

L'inspection constate que ces documents concluent au nécessaire remplacement des paratonnerres mis en place en toiture des installations par des parafoudres localisés à l'intérieur des armoires électriques.

L'exploitant indique que les paratonnerres ont été retirés fin novembre, et que l'installation des parafoudres est prévue le 06/12/2024. L'inspection souligne que pendant une période de quinze jours environ, l'installation ne disposait d'aucune protection contre la foudre, que cette situation

n'est pas acceptable et appelle l'exploitant à être vigilant afin qu'une telle situation ne se reproduise plus.

L'exploitant affirme que les justificatifs de réalisation des travaux prévus par l'ETF seront transmis à l'inspection rapidement, et présente un devis à cette fin établi par la société ACEREL, daté du 02/12/2024.

L'inspection demande donc, lors du contrôle et par courriel du 03/12/2024, une transmission rapide, au plus sous sept jours après le contrôle du 03/12/2024, de ces justificatifs.

L'exploitant transmet le 10/11/2024, par courriel, un courriel émis le 10/12/2024 par la société ACEREL attestant que les travaux susmentionnés ont été réalisés. Il conviendrait toutefois qu'un justificatif formel (e.g. bon de travail, rapport d'intervention, facture) soit présenté à l'inspection pour étayer cette attestation par courriel.

**Conclusions :**

L'exploitant doit transmettre à l'inspection :

- les éléments sur les circonstances qui ont conduit à l'absence de protection contre la foudre sur les installations pendant les travaux d'installation des parafoudres, et les mesures internes mises en œuvre pour ne plus les rencontrer ;
- un justificatif formel (e.g. bon de travail, rapport d'intervention, facture) des travaux réalisés par la société ACEREL le 06/12/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9

Arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié, articles 3.V.1.4.1, 3.V.1.4.2, 3.V.2.2.3 et 3.V.2.4

**Thème(s) :** Risques accidentels, Risque ATEX

**Prescriptions contrôlées :**

Article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié

L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances.

[...]

Les appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, doivent au minimum :

- appartenir aux catégories 1D, 2D ou 3D pour le groupe d'appareils II (la lettre "D" concernant les atmosphères explosives dues à la présence de poussières) telles que définies dans le décret n°96-1010 du 19 novembre 1996, relatif aux appareils et aux systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphère explosible ;
- ou disposer d'une étanchéité correspondant à un indice de protection IP 5X minimum (enveloppes "protégées contre les poussières" dans le cas de poussières isolantes, norme NF 60-529), et posséder une température de surface au plus égale au minimum : des 2/3 de la température d'inflammation en nuage, et de la température d'inflammation en couche de 5 mm diminuée de 75°C.

Article 3.V.1.4.1 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié

L'exploitant définit sous sa responsabilité et en tenant compte de l'étude de dangers, les zones pouvant présenter des risques d'incendie, d'explosion de par la présence des produits stockés ou utilisés, ou d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Les zones de dangers sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

Article 3.V.1.4.2 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié

Les zones de dangers pour atmosphères explosives en présence de poussières inflammables sont définies comme suit :

- zone 20 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est présente dans l'air en permanence ou pendant de longues périodes ou fréquemment,
- zone 21 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles peut occasionnellement se former dans l'air en fonctionnement normal,
- zone 22 : emplacement où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles n'est pas susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal ou bien, si une telle formation se produit néanmoins, elle n'est que de courte durée.

Ces zones sont signalées.

Article 3.V.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié

La conception et la réalisation des installations doivent prendre en compte les risques d'incendie, tant par des mesures constructives que par des mesures d'aménagement, d'équipement ou encore de choix de matériaux, de manière adaptée à la nature d'un silo et aux produits stockés. Ce sont notamment, [...], au titre des choix de matériaux :

les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations pneumatiques, courroies, etc. doivent être difficilement propagateurs de la flamme et antistatiques.

Article 3.V.2.4 de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié

[...] Les bandes de transporteurs, sangles d'élévateurs, canalisations pneumatiques, courroies, etc. doivent avoir des conductivités suffisantes de manière à limiter l'accumulation de charges électrostatiques.

**Constats :**

L'exploitant présente à la demande de l'inspection son zonage ATEX, lors du contrôle du 03/12/2024 : les seules zones ATEX délimitées au sein des installations sont les intérieurs des élévateurs et des filtres, assimilées à des zones Z22.

L'inspection s'interroge sur la pertinence d'un tel zonage, en particulier sur les capacités de l'exploitant à démontrer :

- qu'aucun emplacement n'existe sur l'installation (en dehors de ceux précités) où une atmosphère explosive sous forme de nuage de poussières combustibles est susceptible de se former dans l'air en fonctionnement normal y compris sur de courtes durées,
- que l'empoussièrement habituel à l'intérieur des élévateurs et des filtres ne nécessite pas la délimitation d'une zone Z21, voire Z20.

En effet, bien que ce sujet ne relève pas de la compétence de l'inspection des installations classées, il convient de rappeler que la réglementation applicable en matière de protection des travailleurs précise que « les couches, dépôts et tas de poussières combustibles doivent être traités comme toute autre source susceptible de former une atmosphère explosive », et que les mécanismes possibles de mise en suspension des dépôts de poussières, à l'intérieur et à l'extérieur des appareils, doivent donc être pris en compte. À cette fin, il est possible de s'appuyer sur les préconisations du guide de bonnes pratiques à caractère non contraignant en vue de la mise en œuvre de la directive 1999/92/CE (version d'avril 2003).

L'inspection souligne toutefois que la définition de ce zonage ATEX relève de la responsabilité de l'exploitant.

L'inspection constate au cours de la visite des installations que les zones identifiées par l'exploitant comme des zones Z22 sont signalées de manière appropriée.

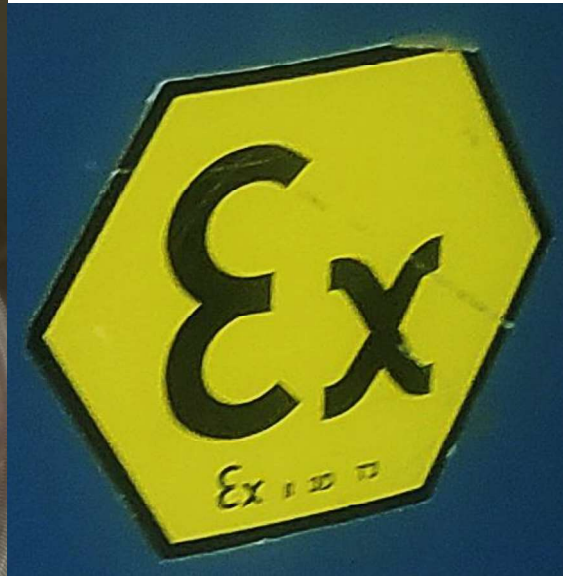
L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection une liste des appareils et systèmes de protection susceptibles d'être à l'origine d'explosions, et identifie uniquement l'aspirateur de nettoyage parmi ces appareils et systèmes.

L'inspection vérifie par sondage les caractéristiques en matière de protection contre l'explosion d'appareils localisés à l'intérieur des installations :

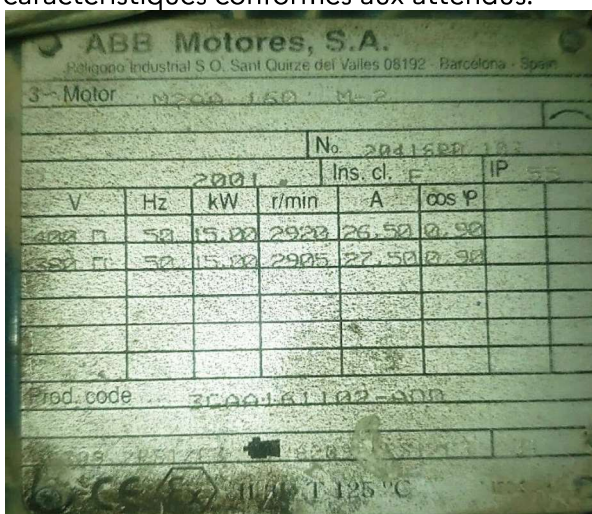
- Aspirateur PHARAON DM5.5 (S/N FE873558) : un autocollant « Ex I 1D T2 » (voir photos ci-dessous) est apposé sur le devant de l'appareil.

Ce marquage surprend l'inspection car :

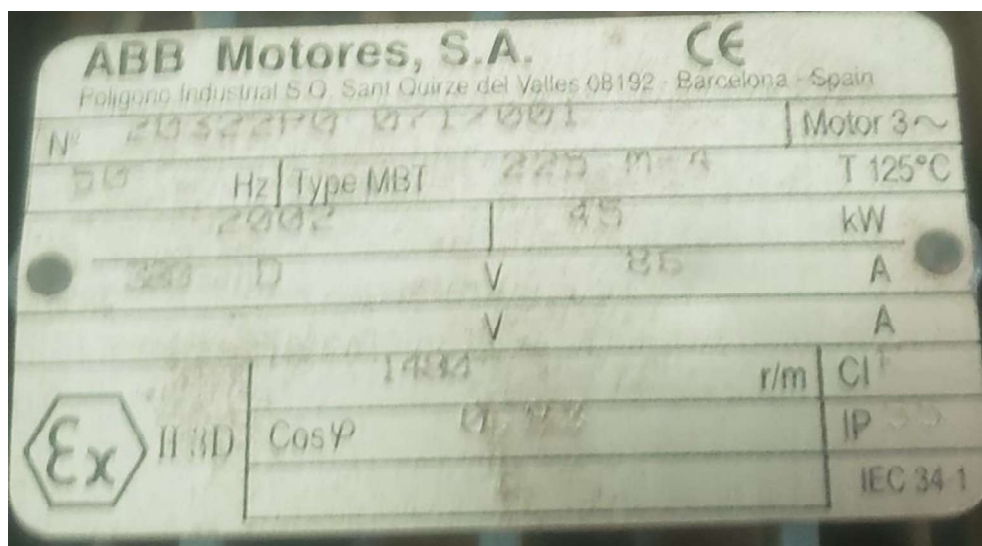
- le marquage Ex I correspond aux appareils électriques de catégorie I au sens de l'article R. 557-7-3 du code de l'environnement : « *appareils destinés aux travaux souterrains des mines et aux parties de leurs installations de surface, susceptibles d'être mis en danger par le grisou* » ;
- la notation T2 indique une température maximale de surface de 300°C, ce qui paraît inadapté à l'emploi de cet appareil en zone empoussiérée ;
- ces informations ne semblent pas cohérentes avec la plaque signalétique présente sur le haut de l'aspirateur (indice d'étanchéité IP 55, classe d'isolation F - ancienne norme CEI 85).



- Autres appareils ou systèmes électriques (voir photos ci-après) : les équipements vérifiés possèdent des caractéristiques conformes aux attendus.







À la demande de l'inspection, l'exploitant présente les certificats attestant des propriétés antistatiques (conformité à la norme ISO 284) des bandes des transporteurs TB11, TB12 et TB13 (date du 14/01/2002) et des sangles des élévateurs E1 à E5 (date du 03/12/2001).

Interrogé quant à la durée de vie de tels équipements, l'exploitant mentionne un audit à venir en janvier 2025 par la société ALFIMA sur l'ensemble des bandes mises en œuvre au sein des installations, et indique qu'il transmettra les résultats de cet audit à l'inspection. L'exploitant indique également que la bande du transporteur TB12 présente plusieurs cloques ce qui, selon lui, n'est pas un facteur de risques mais présume d'une usure devant nécessiter au minimum le remplacement de la section cloquée. L'exploitant indique que l'audit prévu déterminera la nécessité ou non de remplacer totalement la bande du transporteur TB12 présentant plusieurs cloques.

#### Conclusions :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- Explication quant à l'incohérence en matière de protection contre le risque d'explosion entre l'autocollant apposé sur l'aspirateur PHARAON DM5.5 et sa plaque signalétique ;
- Résultats de l'audit réalisé par la société ALFIMA sur les bandes transporteuses et échéancier des travaux à réaliser le cas échéant.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

## N° 8 : Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3.V.71.2 et 3.V.71.3
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 3.V.71.2. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> Des extincteurs équiperont les installations conformément aux normes en vigueur. Une colonne sèche, conforme aux normes et aux réglementations en vigueur, est implantée dans la tour de manutention. L'exploitant établit une liste exhaustive des moyens de lutte contre l'incendie et de leur implantation sur le site. Ces équipements sont conformes aux normes et aux réglementations en vigueur maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles en toutes circonstances. Ils doivent faire l'objet de vérifications périodiques au moins une fois par an. L'exploitant doit pouvoir justifier auprès de l'inspection des installations classées de l'exécution de cette vérification. [...]  <u>Article 3.V.71.2. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> La défense extérieure contre l'incendie est assurée par d'un poteau d'incendie de 2X100 mm normalisé, piqué directement sans passage by pass, sur une canalisation offrant un débit de 2000 litres par minute et placés à moins de 200 mètres du bâtiment par les voies praticables. Cet hydrant sera implanté en bordure de la voie ou tout au plus à 5 mètres de celle-ci.
<b>Constats :</b>  L'exploitant confirme à l'inspection lors du contrôle du 03/12/2024 que les installations sont équipées d'extincteurs et d'une colonne sèche.  L'inspection consulte, lors du contrôle, le dernier rapport de vérification périodique des extincteurs, établi par CHUBB et daté du 20/09/2024 (bon de travail n° 20938476) : il ne fait pas état de non-conformités demeurant à l'issue de la vérification, et précise que 61 appareils ont été sortis du stock. L'inspection relève par ailleurs que la colonne sèche a été vérifiée le 10/09/2024 sans écarts constatés lors des essais y compris de mise en eau.  Un contrôle lors de la visite des installations, par sondage, du bon état apparent et de la date de vérification des extincteurs (extincteurs n° 17, 43, 46) ne fait pas apparaître d'écarts (ces extincteurs ont été vérifiés en septembre 2024).  L'exploitant présente à l'inspection la fiche de vie du poteau incendie n° 207, situé sur la voie publique portuaire (route des Prés de la Mer), qui recense une vérification datée du 05/02/2024 et fait mention d'une mauvaise manœuvrabilité du poteau (note de 0/10). L'exploitant n'est pas en mesure d'expliquer cette mention lors du contrôle. De plus, l'inspection note que le coffre de protection du poteau incendie est retiré le jour du contrôle mais elle n'est pas en mesure d'évaluer sa manœuvrabilité (voir photo ci-dessous).  L'inspection constate lors de la visite que les commandes manuelles des exutoires de désenfumage dans la tour de manutention ont été vérifiées pour la dernière fois en décembre 2023 (voir photo ci-dessous). La prochaine vérification annuelle pour 2024 est donc à prévoir rapidement.



### Conclusions :

L'exploitant doit transmettre à l'inspection les éléments suivants :

- dès réception, les résultats des vérifications des exutoires de désenfumage pour l'ensemble des installations
- explication sur l'appréciation de « non manœuvrabilité » figurant dans le rapport de vérification du poteau incendie n° 207 daté du 05/02/2024.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

## N° 9 : Entretien des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, articles 3.V.1.1. et 3.V.2.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des installations
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 3.V.1.1. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> L'exploitant conçoit ses installations et organise leur fonctionnement et l'entretien selon des règles destinées à prévenir les incidents et les accidents susceptibles d'avoir, par leur développement, des conséquences dommageables pour l'environnement. [...]  <u>Article 3.V.2.2.1. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> [...] Les galeries et les tunnels de transporteurs sont conçus de manière à faciliter tous travaux d'entretien, de réparation ou de nettoyage des éléments des transporteurs. [...]
<b>Constats :</b>  L'exploitant indique à l'inspection lors du contrôle du 03/12/2024 que le transporteur à chaînes TC61, qui est le seul transporteur permettant de décharger les cellules C01 à C20, présente deux fuites. L'inspection constate que ces fuites ne génèrent pas d'empoussièrement supplémentaire mais une accumulation significative de grains - source de présence accrue de rongeurs-, et qu'une réparation des fuites type colmatage est rendue difficile par l'inaccessibilité de la surface fuyarde : il est nécessaire de démonter le transporteur pour effectuer ces réparations ponctuelles ce qui n'est pas possible lorsque le silo est en activité.  L'inspection note que la conception initiale du transporteur TC61 et sa situation ne permettent pas l'atteinte des objectifs fixés par l'article 3.V.2.2.1 susmentionné de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002, et appelle la vigilance de l'exploitant sur ce point, en particulier en vue d'un éventuel remplacement de ce transporteur. L'exploitant précise que le transporteur TC61 a été installé lors de la mise en service du silo, et affirme que les travaux de réparation et/ou de remplacement du transporteur sont envisagés courant printemps 2025, ce qui n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection au vu de l'absence de caractère d'urgence liés à ces fuites.  L'inspection insiste toutefois sur l'importance de procéder à cette réparation au vu des perturbations qu'elles engendrent dans l'exploitation des installations d'une part et des éventuels autres fuites ou dysfonctionnements qui pourraient être causés à l'avenir par le vieillissement de cet équipement.  L'inspection constate également, dans la galerie inférieure, la présence d'une fuite d'air comprimé dans le circuit pneumatique contrôlant la vanne de vidange de la cellule C16, et signale à l'exploitant qu'il convient de la réparer.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- le justificatif de réalisation des travaux prévus sur le transporteur TC61 ;</li><li>- le justificatif de réparation de la fuite présente sur la vanne pneumatique située au niveau de la cellule C16 en galerie inférieure.</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 10 : Bassin de confinement des eaux incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 26bis			
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Bassin de confinement des eaux incendie			
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 26 bis de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 modifié</u> Les mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme : <ul style="list-style-type: none"><li>- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie d'une part ; [...]</li><li>- du volume de produit libéré par cet incendie d'autre part ;</li><li>- du volume d'eau lié aux intempéries à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe. [...]</li></ul> Les justificatifs de calculs et de dimensionnement sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.  <u>Article 3.I.5.1. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent en deux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :			
<b>Point de rejet</b>	<b>N°1</b>	<b>N°2</b>	<b>N°3</b>
Nature des effluents	Eaux usées	Eaux pluviales de ruissellement	Eaux pluviales de ruissellement
Exutoire du rejet	Réseau d'assainissement	Bassin étanche de 550 m <sup>3</sup>	Réseau interne
Tout rejet direct ou indirect même après épuration des eaux résiduares dans une nappe souterraine est interdit.  <u>Article 3.I.7.1.1. de l'arrêté préfectoral du 29/01/2002 modifié</u> [...] L'exploitant veille à ce que les volumes potentiels de rétention restent disponibles en permanence. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respectent les dispositions du présent arrêté.			
<b>Constats :</b> L'inspection constate lors du contrôle du 03/12/2024 la présence d'une végétation importante dans le bassin de confinement de l'installation, ce qui interroge sur la présence d'une bâche et de son étanchéité. Questionné par l'inspection, l'exploitant confirme la présence d'une bâche, qui n'est toutefois pas visible au cours du contrôle. L'inspection note qu'il n'est pas exclu que les nombreux végétaux présents pourraient avoir percé le fond de la bâche au cours de leur croissance. Par ailleurs, il n'est pas possible pour l'inspection au cours du contrôle de vérifier si le volume disponible dans le bassin de confinement de l'installation correspond au volume avancé dans son dossier d'autorisation ICPE (550 m <sup>3</sup> ).			
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit fournir des éléments permettant d'attester : <ul style="list-style-type: none"><li>- de l'étanchéité de la bâche présente au fond du bassin de confinement ;</li><li>- d'un volume disponible dans ce même bassin correspondant au volume de confinement figurant dans son dossier d'autorisation ICPE.</li></ul>			
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites			
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant			
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois			

## N° 11 : Gestion de l'empoussièrement

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 13

**Thème(s) :** Risques accidentels, Gestion de l'empoussièrement

**Prescription contrôlée :**

Tous les silos ainsi que les bâtiments ou locaux occupés par du personnel sont débarrassés régulièrement des poussières recouvrant le sol, les parois, les chemins de câbles, les gaines, les canalisations, les appareils et les équipements et toutes les surfaces susceptibles d'en accumuler.

La fréquence des nettoyages est fixée sous la responsabilité de l'exploitant et précisée dans les procédures d'exploitation. Les dates de nettoyage doivent être indiquées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Le nettoyage est réalisé à l'aide d'aspirateurs ou de centrales d'aspiration. [...] Le recours à d'autres dispositifs de nettoyage tels que l'utilisation de balais ou d'air comprimé doit être exceptionnel et doit faire l'objet de consignes particulières.

**Constats :**

L'inspection constate lors de la visite des installations au cours du contrôle du 03/12/2024 que les installations sont globalement peu empoussiérées et que les sols sont dans l'ensemble propres, bien que localement des accumulations de poussières sont présentes sur plusieurs équipements, moteurs ou chemins de câbles (voir photos ci-dessous).

L'inspection appelle donc l'attention de l'exploitant sur la nécessité d'un nettoyage régulier de l'ensemble des surfaces susceptibles d'accumuler de la poussière.

Concernant les sols, l'inspection relève qu'ils sont de façon générale propres, comme permet de le vérifier la visibilité de marqueurs visuels peints au sol.







L'exploitant présente à l'inspection son registre des opérations de nettoyage, lors du contrôle du 03/12/2024. Ce registre consigne les dates de nettoyage, les zones nettoyées, le temps consacré ainsi les moyens employés.

Concernant plus particulièrement les moyens de nettoyage, l'inspection constate que la majorité des opérations de nettoyage sont effectuées à l'aspirateur. Toutefois, des nettoyages ponctuels au balai sont également réalisés. L'exploitant précise qu'il rencontre régulièrement des difficultés dues à des pannes d'ascenseur prolongées ce qui l'empêche de monter l'aspirateur aux étages du silo, le forçant à nettoyer au balai.

L'inspection note qu'il est envisagé à moyen terme par l'exploitant d'installer une colonne d'aspiration permettant un nettoyage sans emploi du balai ni transport d'aspirateur en étage. L'inspection encourage cette démarche qui représente un moyen d'atteindre l'objectif d'emploi exceptionnel du balai fixé par l'article 13 de l'arrêté ministériel susmentionné, lequel n'est, selon les propos de l'exploitant, aujourd'hui pas atteignable notamment en raison des pannes récurrentes et prolongées de l'ascenseur.

L'inspection consulte également, lors du contrôle, la procédure de nettoyage dans les silos de l'exploitant, établie à l'échelle de la coopérative. En particulier, l'inspection relève que cette

procédure ne fixe pas de fréquence de nettoyage mais une fréquence de ronde à réaliser par le responsable silo ou son adjointe.

L'exploitant indique estimer que la mise en place d'une fréquence donnée de nettoyage ne correspond pas à la réalité de l'exploitation. L'exploitant explique qu'en pratique lors ces rondes (qui servent aussi à des fins de surveillance des équipements et de maintenance préventive) la nécessité de recourir ou non au nettoyage est évaluée selon le score suivant :

- 0 : pas de nettoyage nécessaire ;
- 1 : empoussièrément acceptable, nettoyage à prévoir sous trois semaines ;
- 2 : empoussièrément important, nettoyage urgent sous une semaine maximum.

L'inspection constate concernant cette pratique :

- qu'elle n'est pas formalisée dans la procédure de l'exploitant ;
- que les résultats des rondes sont tracés ;
- que des écarts supérieurs à une semaine peuvent avoir lieu entre la détection lors d'une ronde d'une zone « 2 » et la date effective du nettoyage figurant dans le registre.

Interrogé sur la pratique du nettoyage au balai, l'exploitant indique qu'il ne met pas en place de mesures particulières lors de tels nettoyages. L'inspection constate que la procédure susmentionnée prévoit bien de telles mesures (e.g. coupure électrique de la zone à nettoyer, vérification de l'absence de points chauds).

L'exploitant explique à l'inspection que les mesures de sécurité définies dans la procédure de nettoyage ne sont pas réalistes compte tenu des conditions d'exploitation.

L'exploitant indique de plus que, pour le nettoyage des espaces difficilement accessibles, il est fait ponctuellement appel à un prestataire extérieur, ce qui est prévu par la procédure sans fréquence particulière.

#### **Conclusions :**

L'exploitant doit :

- mettre en place les moyens permettant de limiter autant que possible le nettoyage réalisé avec des outils autres que l'aspiration (l'installation d'une colonne d'aspiration évoquée par l'exploitant constituerait un tel moyen, et serait à porter à la connaissance de l'inspection) ;
- compléter sa procédure d'exploitation encadrant le nettoyage des installations afin :
  - o qu'elle indique de façon claire que le nettoyage manuel des poussières avec des balais ou à l'air comprimé doit être exceptionnel, et qu'elle encadre l'utilisation de ces moyens d'une façon tenant compte des réelles conditions d'exploitation ;
  - o qu'elle formalise le système de « notation » lors des rondes des zones à nettoyer et le suivi des délais de réalisation de ces nettoyages ;
  - o qu'elle précise, pour les parties difficilement inaccessibles des installations (charpentes, combles, etc.), les modalités et fréquence de nettoyage adaptées en fonction du taux d'empoussièrément, le cas échéant par une société extérieure ;
  - o qu'elle fasse référence au registre de suivi que les opérateurs doivent compléter systématiquement.
- prévoir si besoin des mesures permettant d'assurer que les procédures d'exploitation relatives au nettoyage soient correctement appliquées (e.g. sensibilisation du personnel aux risques présentés par les poussières).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 3 mois



## N° 12 : Systèmes de dépoussiérage

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9 et 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Systèmes de dépoussiérage
<b>Prescription contrôlée :</b> <u>Article 9 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié</u> L'exploitant met en place les mesures de prévention adaptées aux silos et aux produits, permettant de limiter la probabilité d'occurrence d'une explosion ou d'un incendie, sans préjudice des dispositions du code du travail. Il assure le maintien dans le temps de leurs performances. [...]  <u>Article 15 de l'arrêté ministériel du 29/03/2004 modifié</u> [...]Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. [...]
<b>Constats :</b> Par courriel du 15/11/2024, l'exploitant présente le rapport relatif aux dernières vérifications des systèmes de dépoussiérage (rapport établi par PROFILTRE daté du 26/05/2024).  Ce rapport fait état notamment des faits suivants : <ul style="list-style-type: none"><li>- FOSSE 1 : Séquenceur : Problème tension d'entrée (22 V AC) (p 4)</li><li>- FOSSE 2 : Séquenceur : Problème tension d'entrée (23 V AC) (p 6)</li><li>- E3 : corrosion prononcée (p. 25)</li><li>- E5 : Tuyauterie d'air en mauvais état (légère fuite) (p33)</li><li>- Dép 3 (5e étage) : Caisson air propre corrodé Infiltration d'eau dans le caisson air propre (p. 42)</li><li>- Dép 12 (6e étage) : Vanne d'arrêt d'air en mauvais état "Nous préconisons le remplacement des éléments défectueux désignés ci-dessus." p 49</li><li>- Dép 13 (6e étage) : Rampes de décolmatage en mauvais état. "Nous préconisons le remplacement des éléments défectueux désignés ci-dessus." p. 52</li></ul> Interrogé par l'inspection, l'exploitant indique qu'une intervention de la société PROFILTRE en novembre 2024 a permis de lever certaines des remarques émises ci-dessus, dont les problèmes de tension concernant les séquenceurs. Il présente à cet effet un rapport daté du 04/11/2024, que l'inspection a pu étudier par sondage au cours du contrôle mais qu'elle devra analyser plus précisément a posteriori. L'exploitant précise que les autres remarques concernant notamment la réparation de la tuyauterie d'air de l'élévateur E5 et de la vanne d'arrêt d'air du dépoussiéreur Dép 12 au 6 <sup>ème</sup> étage ont également été levées ; il n'est toutefois pas en mesure de présenter de justificatif en ce sens au cours du contrôle mais s'engage à le transmettre rapidement à l'inspection.  L'exploitant précise également qu'une autre intervention de PROFILTRE est prévue à la mi-décembre concernant les remarques formulées dans le rapport daté du 04/11/2024 susmentionné.
<b>Conclusions :</b> L'exploitant doit transmettre à l'inspection : <ul style="list-style-type: none"><li>- le rapport d'intervention de la société PROFILTRE daté du 04/11/2024, présenté au cours du contrôle du 03/12/2024 ;</li><li>- pour chacune des remarques émises par PROFILTRE dans son rapport daté du 26/05/2024, le justificatif de réalisation des actions permettant de les lever, si le rapport du 04/11/2024 n'en fait pas mention ;</li><li>- les actions réalisées pour lever les remarques émises par PROFILTRE dans son rapport daté du</li></ul>

04/11/2024, ainsi que les justificatifs associés ; - les actions prévues pour lever les remarques émises par PROFILTRE dans son rapport daté du 04/11/2024 qui n'auraient pas encore été traitées ainsi qu'un échéancier de réalisation associé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

#### N° 13 : Émissions atmosphériques de poussières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 29/01/2002, article 3.II.3.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Émissions atmosphériques de poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> La concentration en poussières des tous les rejets gazeux canalisés dans les conditions prévues aux articles 3.11.2.2 (captage des poussières des aires de chargement et déchargement, captages des poussières des jetées d'élévateurs ou de transporteurs, rejet de l'air utilisé pour l'aération ou la ventilation) est inférieure à 100 mg/Nm3.
<b>Constats :</b> Par courriel du 15/11/2024, l'exploitant présente un rapport relatif aux dernières mesures d'émissions atmosphériques de poussières (rapport d'intervention établi par BUREAU VERITAS et daté du 23/11/2023). L'inspection constate que ce rapport ne fait état d'aucun écart par rapport à la valeur limite susmentionnée, et note par ailleurs que les mesures sont effectuées selon la norme NF EN 13284-1 sans difficultés ou limites de conformité relevées par BUREAU VERITAS.
<b>Conclusions :</b> Sans observations
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 14 : Essais par sondage des systèmes de sécurité

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Essais par sondage des systèmes de sécurité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation. Les installations de manutention sont asservies au système d'aspiration avec un double asservissement : elles ne démarrent que si le système d'aspiration est en fonctionnement, et, en cas d'arrêt du système d'aspiration, le circuit doit immédiatement passer en phase de vidange et s'arrêter une fois la vidange terminée, ou s'arrêter en cas d'arrêt du système d'aspiration, après une éventuelle temporisation adaptée à l'exploitation. [...]
<b>Constats :</b> Lors du contrôle du 03/12/2024, l'exploitant réalise plusieurs tests à la demande de l'inspection alors que les équipements de manutention concernés sont en fonctionnement : - mise en défaut indirecte d'un capteur de déport de sangle au niveau de l'élévateur 2 au 8 <sup>ème</sup> étage ;

<ul style="list-style-type: none"> <li>- mise en défaut d'un capteur de déport de bande au niveau du transporteur à bandes TB12 au 5<sup>ème</sup> étage ;</li> <li>- déclenchement d'un câble d'arrêt d'urgence au niveau de ce même transporteur à bandes.</li> </ul> <p>Ces trois tests mènent à un arrêt de l'équipement de manutention concerné (arrêt après temporisation pour les capteurs de déport de sangle ou de bande testés ; arrêt immédiat pour le câble d'arrêt d'urgence).</p> <p>Un test de l'asservissement entre la manutention et le système d'aspiration au niveau de l'élèveateur E2 est également réalisé par l'exploitant le 03/12/2024: l'inspection constate qu'un arrêt de l'aspiration au niveau de cet élévateur met fin à la manutention à l'intérieur de l'élèveateur après une temporisation.</p> <p>L'inspection précise qu'en raison de chargement de produits au moment du contrôle, l'exploitant lui a indiqué que le test d'équipements en cours d'utilisation n'était pas possible.</p>
<p><b>Conclusions :</b> Sans observations</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>